l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
9 février 1977

No 621

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Manifestations pour accueillir Giscard en Bretagne

DU TRAVAIL OUI, DU CHOMAGE NON !

Au cours de sa visite mondaine en Bretagne, Giscard a tenu à affirmer sa conviction que le plan Barre a «reçu l'accord explicite ou implicite des Français».

Prudent, il a toutefois souligné qu'il faudra attendre la fin de l'année en cours pour «recueillir les fruits de nos efforts» et donc «faire preuve de ténacité».

Cela suppose, a-t-il poursuivi, «un effort de modération de la croissance des rémunérations», et de citer en exemple «d'autres pays qui ont pu réaliser plus rapidement que nous leur redressement économique, notamment parce qu'ils ont consenti temporairement, non pas à la stabilisation, mais à la réduction du pouvoir d'achat».

Les travailleurs bretons n'ont pas apprécié cette provocation, eux qui souffrent tous les jours des conséquences du plan Barre, notamment au niveau de leur emploi.

A Dinan, des heurts ont opposé les CRS, présents en grand nombre pour protéger le déjeuner présidentiel au théâtre des Jacobins, aux manifestants qui protestaient contre le plan Barre. Manifestation aussi de plusieurs centaines de personnes à Rennes et à Brest.

Mais c'est à Quimper qu'ont eu lieu les plus fortes manifestations, regroupant environ 10 000 personnes aux cris de «du travail oui ! du chômage non !», «Vivre et travailler au pays !».

Les manifestants, que la police a cherché à disperser à coups de grenades lacrymogènes, étaient venus de tout le sud du Finistère pour exprimer leur colère.

Dans le département, 143 licenciements dans les papeteries viennent d'être autorisés, 125 autres viennent d'avoir lieu dans la métallurgie. Le seule ville de Quimper compte 1 500 chômeurs. Voilà la réalité du plan Barre en Bretagne.

Affrontements entre manifestants et CRS à Dinan.

Répression politique en URSS

UN GEORGIEN CONDAMNE A MORT

L'organe officiel du Parti communiste de Géorgie a reconnu pour la première fois que des attentats à la bombe avaient eu lieu en juillet 1975 et avril 1976 à Tbilissi, Koutaisi et Soukhoumi, contre des bâtiments gouvernementaux.

«Zaria Vostoka», datée du 3 février, annonce à ses lecteurs la condamnation à mort de l'auteur de ces attentats, Vladimir Chuania, un Géorgien de 42 ans, sous le titre «le criminel est puni» !

Selon ce même journal, il aurait agi «au nom de la lutte contre la russification de la Géorgie».

Exaspérées par les voix qui s'élèvent de plus en plus nombreuses à travers le monde pour condamner l'oppression politique qui sévit en URSS, les autorités soviétiques accélèrent leur répression contre tous ceux qui, dans le pays même, se dressent pour les dénoncer.

C'est ainsi qu'Alexandre Guinzbourg, gérant du Fonds d'aide aux prisonniers politiques en URSS, vient d'être arrêté par le KGB. Ce n'est pas la première fois : il a déjà été condamné à deux années de camp en 1961. Arrêté une nouvelle fois en 1964, puis encore une fois le 23 janvier 1967 pour «agitation et propagande antisoviétique», il est alors jugé les 8-12 janvier 1968 et condamné à 5 ans de camp «à régime sévère». Pour avoir rédigé pendant sa détention une «lettre» sur le sort des intellectuels détenus, il est transféré à la prison Vladimir, près de Moscou, l'une des plus dures de l'URSS et ne sera libéré qu'en 1972.

Enfin, deux autres arrestations d'intellectuels ont eu lieu en même temps à Kiev. Cette répression, dont seuls les faits visant les intellectuels sont connus et exploités en Occident, est une tentative de Moscou de museler toute opposition pour affronter dans de bonnes conditions la prochaine conférence de Belgrade destinée à faire le point de l'application des accords d'Helsinki. Elle est condamnée à l'échec car c'est tous les peuples soviétiques qui sont «dans l'opposition», dressés contre les nouveaux tsars qui les exploitent et les oppriment férocement.

Dans le cadre de notre campagne nationale «Ni plan Barre, ni Programme commun»

Succès des meetings de Lille et de Rennes

300 personnes à Lille, 500 personnes à Rennes se retrouvaient ce week-end pour participer à des meetings de l'Humanité rouge dans le cadre de notre campagne nationale «Ni plan Barre, ni Programme commun, vive la Révolution prolétarienne» (voir page 6). Nous reproduisons ci-dessous des extrait de l'intervention centrale prononcée à Lille par notre camarade C. Granot.

Qu'on le veuille ou non, nous sommes en période préélectorale, et ceci, pour de longs mois encore : avec les municipales aujourd'hui, ce sont les législatives qui se préparent...

... C'est déjà, une *bataille politique* entre partis bourgeois. Ce sont des *élections tout à fait politiques*. Et ceci pour 3 raisons :

– Première raison :
Quand on est maire, on est chef de la police judiciaire, on représente le préfet et on fait appliquer les lois, on est le patron des employés communaux, on soumet le budget au préfet. Autrement dit, on gère un *rouage de l'appareil d'État capitaliste*.

Des municipalités «apolitiques» ça n'existe pas, pas plus que des municipalités «rouges» d'ailleurs.

– Il y a une deuxième raison : les municipalités sont un véritable *gâteau*, matériel, financier et politique pour les partis ; ils s'y procurent salles, matériel d'impression, y inscrivent leurs permanents comme employés, en tirent toutes sortes de ressources.

L'une des moindres, n'est pas la *clientèle électorale* : on vote une «aide» aux travailleurs, on subventionne des associations locales... Pour raccoler des voix pour les législatives et les présidentielles.

Une grande mairie, c'est un *fief* pour un politicien national : c'est un Mauroy à Lille, un Defferre à Marseille, un Lecanuet à Rouen et bien d'autres...

– Enfin, dernière raison : cette fois-ci, plus qu'une autre peut-être, les municipales sont un *test* et un *tremplin* pour les prochaines législatives...:

Chaque parti veut se compter : qui l'emportera du RPR et des Républicains Indépendants ? Qui a acquis la première place dans l'Union de la gauche ? Qui l'emportera en 78 ? Voilà ce qui agite tous ces beaux messieurs.

(suite p.3)

Enthousiasme et détermination au meeting de Lille.

La Seine barrée à Rouen

Les ouvriers-bateliers de l'entreprise de Transport fluvial «Soflumar» barrent la Seine depuis mercredi pour protester contre les menaces de licenciements qui les touchent.

Un premier barrage avait été démantelé par la police mercredi, mais il a été reformé aussitôt. Les ouvriers-bateliers ont reçu le soutien des artisans-bateliers face aux mesures d'intimidation policière.

le monde en marche

Corée

TROUPES U.S. : UN FAUX DEPART

Au cours de son passage à Tokyo, le vice-président américain Mondale a créé une certaine sensation en confirmant la décision d'un retrait échelonné des forces terrestres américaines de Corée du Sud.

Les USA entretiennent toujours en Corée un effectif de quelques 42 000 hommes. Mais les réductions annoncées porteraient uniquement sur les troupes terrestres, les forces aériennes étant maintenues sur place. Cette décision s'inscrit dans le cadre de l'orientation tracée par Carter au cours de sa campagne électorale de réduire le budget de la défense en limitant notamment la présence militaire américaine à l'étranger, dans les régions d'importance secondaire tout au moins. Mais il ne s'agit évidemment pas du retrait total exigé par le peuple coréen, au Nord comme au Sud du pays.

D'abord, parce que après leur éviction du Vietnam, la Corée du Sud reste l'un des derniers bastions américains en Asie du Sud-Est. Ensuite, parce que la présence américaine en Corée fait partie de l'ensemble du système de défense Japon-USA dans la région. Enfin parce que si l'armée fantoche coréenne est pléthorique, équipée en matériel dernier cri, encadrée par des conseillers militaires US très nombreux, elle ne suffirait quand même peut-être pas à elle seule à réprimer la vague montante des luttes populaires qui se développent en Corée du Sud.

Au Sud comme au Nord du pays divisé par l'impérialisme US, l'aspiration à la réunification de la Corée est devenue une tendance irrésistible. Les «trois principes» et le «programme en cinq points» pour la réunification indépendante et pacifique du pays, tracés par le président Kim Il Sung rencontrent une adhésion de plus en plus large dans le sud de la patrie encore opprimée.

La clique de Pak Jung Hi fait grand bruit autour d'une prétendue volonté d'agression de la part de la République démocratique populaire de Corée. Mais la Corée est à l'origine une seule nation et un pays unifié. D'agression elle n'a connue que celle de l'impérialisme US, maintenue depuis 1950. Curieuse logique que celle des impérialistes et de leurs marionnettes qui accusent la Corée de vouloir commettre une agression... contre elle-même !

Des commentateurs occidentaux se sont fait ces derniers temps l'écho de calomnies selon lesquelles la Chine populaire serait en fait favorable au maintien des troupes américaines en Corée du Sud pour «contribuer au maintien de l'équilibre en place» et «contre les influences soviétiques dans la région».

Répondant aux récentes déclarations de Mondale sur une réduction «progressive et partielle» des troupes US en Corée, un éditorial de première page du «Quotidien du peuple», organe central du Parti communiste chinois, apporte un cinglant démenti à ces menteurs. La Chine réaffirme à nouveau que seul un retrait total des troupes des États-Unis et de celles qu'il dissimule sous le drapeau de l'ONU pourrait contribuer à une réunification pacifique de la Corée. L'éditorial exprime le soutien du gouvernement chinois à la position nord-coréenne et déclare : «Il est bien connu que la division de la Corée est entièrement le résultat de l'agression et de l'intervention des impérialistes américains» avant de conclure que sous la direction du président Hua Kuo-feng, la Chine s'en tiendra fermement à l'orientation tracée par le président Mao Tsé-toung en matière de politique étrangère, comme, en l'occurence, en ce qui concerne la question coréenne.

Une assemblée de journalistes sud-coréens manifestant contre la dictature de Pak Jung Hi et pour la réunification du pays.

LE COUP D'ETAT MANQUE EN ETHIOPIE

Que s'est-il passé exactement la semaine dernière en Ethiopie ?

Il semble qu'il soit encore un peu tôt pour le dire avec précision. Les trotskistes de «Rouge» ont une nouvelle fois prouvé qu'ils ne comprenaient jamais rien aux luttes dans les pays du tiers monde en titrant samedi sur «L'Ethiopie, un régime à bout de souffle», puis en changeant dans le journal de lundi leur fusil d'épaule.

En fait, un certain nombre d'éléments permettent d'avancer une première analyse des évènements. Dans un article consacré à deux années de Révolution éthiopienne (Cf HR du 24/12/76), nous avons vu que l'actuel gouvernement militaire représente une partie de la bourgeoisie en lutte contre le féodalisme et l'impérialisme et qui, dans cette lutte a été amenée à faire des concessions importantes au peuple (réforme agraire, création de milices populaires).

Ces derniers temps, cependant, la situation était devenue tendue en Ethiopie, du fait de circonstances internes (problème érythréen, attentats terroristes et apparition d'une force armée dirigée par les réactionnaires royalistes) et de circonstances externes (tensions aux frontières soudanaises et somaliennes).

L'ensemble de ces causes, essentiellement les causes internes, avait abouti à une certaine destabilisation du gouvernement qui ne pouvait, en fin de compte, que profiter à la réaction et à l'impérialisme.

Cette situation s'était traduite, il y a un mois, par une plus grande position de force de la fraction du DERG la plus liée à l'impérialisme US et à une semi-éviction des dirigeants révolutionnaires tels le Major Mengistu et le Colonel Abaté, considérés comme étant les plus «durs» dans leurs positions antiféodales et anti-impérialistes.

A la même époque, le Bureau politique pour l'organisation des masses, composé de civils progressistes, voyait son activité réduite.

Il semble que l'on puisse dire que les évènements de la semaine dernière ont correspondu à un «redressement» de la situation et à une nouvelle étape de la Révolution éthiopienne.

L'élimination de Tefe ri Banté et des membres du DERG les moins conséquents dans la lutte antiféodale et anti-impérialiste peut être considérée comme une victoire pour celle-ci.

Un communiqué du DERG, faisant suite au putsch contre-révolutionnaire avorté et à l'écrasement de ses auteurs, déclarait que la Révolution était passée de la défensive à l'offensive et que celle-ci devait avancer rapidement dans la voie de la Révolution démocratique nationale.

De nombreuses manifestations de soutien au gouvernement actuel se sont déroulées dans les grandes villes éthiopiennes depuis jeudi, mais déjà, le dimanche d'avant plus de 200 000 manifestants, organisés dans les comités de quartier d'Addis-abeba, avaient apporté leur soutien au DERG contre les royalistes de l'EDU (parti ayant son siège à Londres) et les activistes du PRPE, organisation clandestine qui se réclame du marxisme-léninisme mais qui, de fait, par des assassinats contre des militants du Bureau d'organisation des masses et des actions terroristes menées contre le DERG, se place objectivement, au côté de l'EDU, au service des intérêts de l'impérialisme et des féodaux.

En résumé, il semble que ce coup d'état manqué, loin d'avoir montré un régime «à bout de souffle», comme le voudraient les trotskistes, a montré que le peuple éthiopien était plus résolu que jamais à lutter contre le féodalisme, l'impérialisme et l'hégémonisme.

Inde

Plus de 30000 prisonniers politiques

Il reste toujours 31 880 prisonniers politiques dans les prisons indiennes, selon le Parti socialiste indien. La plupart d'entre eux sont détenus en application des mesures sur l'état d'urgence en vigueur depuis juin 1975. L'État du Bengale Occidental vient en tête avec 15 700 détenus politiques, essentiellement membres du Parti naxaliste (marxiste-léniniste).

Plusieurs journalistes connus figurent également parmi les détenus.

Dimanche, une manifestation d'opposition au régime prosoviétique d'Indira Gandhi a rassemblé à New-Delhi plus de 150 000 personnes, malgré le maintien de l'état d'urgence et la présence d'énormes contingents de policiers en armes.

Afrique du Sud

Manifestations dans les écoles africaines du Cap

Les écoles des cités africaines du Cap ont été fermées par les autorités racistes, après des manifestations de plusieurs milliers de jeunes noirs.

Plusieurs écoles de la cité de Guguletu ont été occupées au même moment par d'importants groupes de jeunes qui boycottent les cours depuis le début de la semaine dernière. Ils ont interrompu les quelques cours maintenus avec de 10 à 20 % des effectifs.

La «police anti-émeutes» est intervenue jeudi dans une école d'une autre cité, Nyanga. Les étudiants africains poursuivent leur boycottage pour demander la libération de leurs camarades encore détenus depuis les émeutes de l'année dernière, et pour exiger l'abrogation de l'apartheid dans le système d'enseignement.

Vietnam

Clôture du congrès du Front national unifié

Le Congrès du Front National Unifié, appelé désormais «Front de la Patrie vietnamienne», s'est achevé vendredi à Ho Chi Minh Ville.

Il a réuni pendant 5 jours, 500 délégués des trois grandes formations politiques résistantes vietnamiennes, une du Nord, le «Front de la Patrie», et deux du Sud, le «Front National de Libération» et «l'Alliance des Forces nationales, de démocratie et de paix».

Le Congrès a adopté le nom et les statuts du Front, un programme politique en 8 points, et désigné, après des consultations entre les 3 formations constitutives, ses instances dirigeantes.

Hoang Qoc Viet, président de la Fédération générale des syndicats vietnamiens, a été désigné à la présidence du Front et Ton Duc Thang, président de la République socialiste du Vietnam, président d'honneur.

Le Comité central, de 191 membres, comprend, à côté d'hommes politiques, des «personnalités patriotes» qui étaient restées étrangères aux trois formations constitutives.

Le Comité central a nommé un présidium de 45 membres, dirigé par Hoang Qoc Viet, et un Secrétariat de 7 membres, dont le Secrétaire général est Nguyen Van Tien, ancien représentant spécial du FNL à Hanoï.

nouvelles intérieures

Intervention centrale au meeting de Lille (extraits)

Suite de la p. 1

QUEL ENJEU ?

La question est sérieuse.

De cette bataille engagée par les forces politiques de la bourgeoisie, sortira :

— Qui occupera les places, les postes lucratifs à la tête de l'appareil d'État mais surtout

— Qui servira les intérêts du capital monopoleur

— Qui foulera aux pieds les aspirations populaires

— Qui aura les rênes du pouvoir capitaliste

LE PROGRAMME COMMUN EST-IL UN MOINDRE MAL ?

Pour la classe ouvrière et le peuple, le «plan Barre», c'est une autre musique : les prix bloqués qui montent, le chômage qui continue, les licenciements, les salaires bas, les impôts qui augmentent... C'est, assortis de belles phrases écrites par Giscard dans sa «Démocratie française», les CRS qu'on envoie contre les grévistes, les immigrés qu'on expulse, les paysans ou les jeunes qu'on matraque.

Quant au «Programme commun», c'est un programme bourgeois. Pourquoi ?

— Il n'est nullement question de toucher à la propriété capitaliste : 7 ou 8 entreprises nationalisées, dont nous savons, à observer Renault ou EDF, qu'elles resteront des entreprises capitalistes ni plus ni moins.

— Il n'y est nullement question de changer l'État, de détruire l'État des capitalistes : on prend les fauteuils ministériels tout chauds... et on gère l'État des capitalistes... au mieux de leurs intérêts...

Le «Programme commun» contient un autre danger : celui de la soumission au social-impérialisme russe :

— Car il préconise l'ouverture capitaliste vers l'Est.

— Car, au nom de la «coopération» avec l'Union soviétique, il donne les *moyens d'une infiltration économique, politique, culturelle* accrue de la superpuissance russe la plus dangereuse en Europe.

— Car il propage largement les idées de «détente» et de «paix» favorables aux entreprises militaires de ceux qui voudraient repartager le monde à leur profit et préparent une troisième guerre mondiale.

NI PLAN BARRE NI PROGRAMME COMMUN C'EST LA LIGNE DE CONDUITE JUSTE DE LA CLASSE OUVRIERE

Il faut, *alors que les forces organisées du prolétariat sont petites,* appeler à s'abstenir de voter, à refuser *d'apporter un seul bulletin à l'une et l'autre des politiques bourgeoises que nous rejetons, que nous combattons.*

Cela suffit-il encore ? Certainement pas.

TRAVAILLER A LA RÉVOLUTION, RENFORCER LE PARTI

Notre avenir est dans nos mains, il est dans nos propres forces ; *seules nos luttes* contre les patrons et leur État capitaliste paieront ; *seules nos batailles politiques indépendantes* des solutions de «droite» et de «gauche» paieront !

Dans leur chanson, les camarades d'Hellemmes disent un beau refrain, tout à fait juste :

«Pour lutter et pour gagner
Faut s'organiser...»

C'est une *vérité* expérimentée des millions de fois par la classe ouvrière.

Aujourd'hui, alors que la trahison honteuse des révisionnistes apparaît à des ouvriers combatifs de plus en plus nombreux, un *espoir est né* avec le Parti communiste marxiste-léniniste de France, un véritable parti révolutionnaire qui guide son action sur les idées de Marx, Engels, Lénine, Staline et de Mao Tsé-toung !

Le PCF et les préparatifs de guerre de l'URSS

LES SEMEURS D'ILLUSIONS

Alors que dans notre pays la conscience grandit à propos des préparatifs de guerre de l'URSS, le PCF quant à lui vient d'engager une campagne en faveur de la réduction des armements.

Faisant le compte rendu d'une réunion du «Mouvement de la paix», qui a eu lieu ce week-end, l'«Humanité» titre à ce sujet «Non à l'équilibre de la terreur» et donne de larges extraits de l'intervention faite par Kanapa à cette occasion.

Une première remarque doit être faite.

Pendant longtemps, en écho à la propagande faite par Moscou, avant et après la conférence d'Helsinki, la direction du PCF a axé sa propagande sur la prétendue détente. Pour les sociaux-impérialistes russes il s'agissait de répandre parmi les peuples la démobilisation tandis qu'eux-mêmes accéléraient leur course aux armements et leurs préparatifs de guerre.

Aujourd'hui, l'objectif réel de cette propagande apparaît de plus en plus nettement et, en France notamment, l'opinion constate que derrière ces paroles l'URSS a rattrapé et dans bien des domaines dépassé les USA dans la production d'armements. Aussi le ton commence-t-il à changer.

«L'Humanité» parle maintenant de *«guerre figurée qui se livre à l'échelle mondiale».* On ne peut plus cacher l'immense accumulation d'armements qui s'est effectuée au cours de ces dernières années. Les dirigeants du PCF changent donc leur fusil d'épaule.

Voyons ce qu'ils disent à travers la déclaration faite par Kanapa.

1) Il s'agit pour eux de présenter l'URSS comme une puissance pacifique, comme une victime de la course aux armements.

Voici ce que déclare entre autres choses Kanapa : *«Freiner par ce moyen les progrès matériels du socialisme est précisément une des raisons du refus opposé par les puissances capitalistes aux propositions répétées des pays socialistes de mettre un terme concerté à la course aux armements une forme de guerre économique impitoyable contre les peuples de ces pays.»*

En somme, l'URSS ne ferait que développer son armement pour se défendre et serait dans une situation d'«agressée».

Kanapa veut ainsi dissimuler que dans sa rivalité avec l'impérialisme US, l'URSS a développé sa production d'armements de tous les types, au détriment des conditions de vie des masses populaires, afin d'obtenir la supériorité et le pouvoir, en temps voulu, se lancer dans une agression contre l'Europe de l'Ouest. Si l'URSS ne faisait que se défendre, comme voudrait le faire croire Kanapa, pourquoi a-t-elle fait de l'Angola une base militaire sur l'Atlantique ? Pourquoi fait-elle stationner ses troupes en Europe de l'Est ?

Pourquoi vient-elle de reprendre le brouillage des communications entre les pays de l'Europe de l'Ouest ?

2) Tandis qu'il présente l'URSS comme pacifique, Kanapa prone le désarmement, de la part de la France notamment.

De façon démagogique, il affirme que la production d'armements *«prive la nation de moyens de santé, d'éducation et de culture»* et l'«Humanité titre pour sa part *«Réduire les armements, c'est créer des emplois».*

Ces individus, qui bradent les luttes des travailleurs contre les licenciements et le chômage, voudraient faire croire qu'en réduisant les armements, le chômage disparaîtrait.

Il s'agit tout simplement pour eux de trouver des arguments qui puissent tromper les travailleurs pour tenter de les amener à demander le désarmement. Et pendant ce temps, les sociaux-impérialistes militarisent de plus en plus leur économie.

Si ce sont réellement les intérêts des travailleurs qui les intéressent, qu'ils commencent donc par exiger de l'URSS qu'elle retire ses troupes et ses bases des pays qu'elle occupe, que sa flotte quitte les mers qu'elle sillonne.

3) Mais comme il est un peu gros de demander ouvertement un désarment unilatéral de la part des pays de l'Europe de l'Ouest, Kanapa parle de la *«recherche concertée d'un équilibre dans la réduction des potentiels militaires».*

Il demande que la France s'associe aux conférences de Genève et de Vienne sur ce sujet. Mais on peut voir que depuis que ces conférences se sont ouvertes, depuis maintenant plusieurs années, elles n'ont eu pour seul résultat que le développement de la course aux armements du potentiel de guerre de l'URSS, qui au cours de ces années a eu recours à l'agression en Tchécoslovaquie et en Angola. L'objectif poursuivi par Moscou à travers ces conférences est de neutraliser son rival américain et les pays d'Europe de l'Ouest tandis qu'il renforce son arsenal.

La campagne qu'engage avec une nouvelle intensité les dirigeants du PCF, ne peut que satisfaire Brejnev et montre les limites des divergences qui existent au sein du camp révisionniste.

A ce sujet une question ne manquera pas de se poser dans de nombreux esprits : comment un pouvoir dont on nous dit qu'il viole les libertés, peut-il avoir une politique de paix ?

UN AVEU CYNIQUE

Beullac, inaugurant un CET en Seine-St-Denis, a fait preuve pour une fois d'une belle franchise en déclarant : «La mobilité professionnelle et géographique est la condition indispensable d'un réel et durable plein emploi... C'est une illusion de laisser croire à chacun d'entre nous qu'il est assuré de trouver durant toute sa vie professionnelle, à deux pas de son domicile, dans des conditions financières qu'il souhaite et dans la qualification qu'il a, l'emploi qu'il désire».

Voilà la réponse crue que ce porte-parole des monopoles apporte aux travailleurs qui veulent «travailler et vivre au pays». Les manifestants qui ont conspué Giscard lors de sa tournée bretonne témoignent que les travailleurs ne se contenteront pas d'une telle réponse.

Autour des municipales

Peut-être certains de nos lecteurs se souviennent-ils encore de ce ministre gaulliste de Pompidou nommé Charbonnel. Ce Charbonnel, homme politique de la grande bourgeoisie, s'est porté à la tête d'un courant gaulliste favorable au Programme commun, ce qui devrait permettre de réfléchir sur le prétendu danger que représente ce programme bourgeois pour la bourgeoisie.

Charbonnel a d'ailleurs déclaré ce dimanche 6 février à Lille : «Le Programme commun de la gauche peut notamment dans sa partie économique et sociale, servir de base de discussion dans le dialogue entre le gaullisme et la gauche». Cette déclaration a été faite au quotidien révisionniste «Liberté». D'ailleurs le député-maire de Brive continue en expliquant ainsi les choses : «On ne peut transformer en profondeur ce pays que par une très large union des Français, seule capable de donner à la nécessaire victoire de la gauche l'assise publique et nationale sans laquelle aucun gouvernement de progrès ne pourra agir.»

Autrement dit, le politicien Charbonnel reconnait que le problème essentiel pour gouverner la France capitaliste aujourd'hui, c'est d'avoir l'«appui» des travailleurs, tout en les trompant avec des phrases sur le progrès. Car, à qui fera-t-on croire qu'un Charbonnel a tout d'un coup abandonné le service de la grande bourgeoisie ?

Procès en diffamation des étudiants iraniens, Takbiri et Oskoui, contre deux quotidiens

Mohamad Reza Takbiri et Nader Oskoui, les deux étudiants iraniens poursuivis dans l'affaire de l'attentat commis le 2 novembre dernier à Paris contre l'agent de la Savak Keykavoussi ont engagé des procès en diffamation contre «France-soir» et le «Figaro».

Les deux étudiants, dont la remise en liberté a été arrachée, attaquent des articles parus le 6 novembre, affirmant qu'ils étaient bien les «tueurs» de Keykavoussi, ce qu'ils ont toujours contesté avec force. Ils réclament chacun 5 000 F de dommages et intérêts à chacun des quotidiens.

L'affaire doit venir le 17 mars prochain à la 17e Chambre correctionnelle de Paris, où pourra être fixée la date des débats.

la France des luttes

Pour un courant syndical de classe

Luttons contre les manœuvres de division dans la CFDT

Le 15 janvier, se tenait à Reims, l'Assemblée générale annuelle des adhérents du syndicat CFDT du secteur Santé et Services sociaux de la Marne. Une cinquantaine de personnes représentant 20 sections syndicales ont participé à cette journée. En plus du bilan annuel d'activités, l'assemblée générale devait préparer le Congrès fédéral de la Santé qui se tient à Pau au mois de février.

Dès le matin, la section syndicale des élèves de l'école d'Éducateurs de Reims distribuait aux participants une motion tirée sous forme de tract dont voici de larges extraits.

MOTION

«Nous, section syndicale de l'école d'Éducateurs (élèves) dénonçons le non-respect de la démocratie dans le fonctionnement de la CFDT. En effet :

«— Les textes soumis à l'étude dans le but de préparer activement le Congrès fédéral de Pau sont parvenus trop tardivement par rapport à l'échéance du dépot des amendements.

«Ce fait n'est pas un simple défaut de fonctionnement mais révèle en fait *d'une volonté délibérée d'empêcher un réel débat démocratique à la base.*

«Il faut noter que cela s'est passé de la même façon en ce qui concerne la préparation du Congrès Confédéral d'Annecy.

«— Nous exigeons que les représentants à tous les échelons (UR–UIS-Congrès divers) soient non pas nommés, mais élus par l'assemblée générale des adhérents ou ses représentants mandatés.

«Nous refusons le fait que des délégués puissent assister à un Congrès avec un certain nombre de mandats sans réellement représenter la base.

«— Nous dénonçons *les exclusions récentes de militants, la démission d'Unions locales et d'Unions départementales par des instances statutairement incompétentes* (UL de Paris, 8e — UD de Bordeaux) sans aucun respect démocratique et des statuts (...)

«*Toutes ces manœuvres illustrent la volonté des dirigeants CFDT de faire du syndicat un instrument au service du PS et du Programme commun. Tous les textes relatifs au Congrès de Pau vont dans le sens d'un soutien au Programme commun de la gauche et ne font qu'inviter les travailleurs à gérer le système capitaliste sans le remettre fondamentalement en cause.*

«— Face aux problèmes des jeunes travailleurs obligés de quitter leur région, la CFDT ne propose que des aménagements des locaux des FJT.

«— Les nationalisations proposées comme solution ne font en fait que masquer le problème : les travailleurs de Renault nationalisée ne sont-ils pas aussi exploités que ceux des entreprises privées.

«— Les textes invitent à créer, tout de suite, des structures parallèles (médecine), et à participer aux Conseils d'administration, préparant ainsi la gestion du capitalisme sous le Programme commun.

«— Les revendications ne portent jamais sur le rôle idéologique des travailleurs de la Santé mais uniquement sur les salaires, les effectifs.

«Les questions qui doivent être posées étant :

— *Quel boulot fait-on et à quel prix ?*

«Nous invitons les participants à l'assemblée générale à entamer le débat sur ces points.»

DETRUIRE LES ILLUSIONS SUR LE PROGRAMME COMMUN

A partir de cette motion, un débat s'est engagé, d'abord par commission puis en assemblée générale. Les discussions qui ont eu lieu et les éléments apportés ont permis de détruire, chez un grand nombre de participants, les illusions entretenues par le Programme commun, de démasquer le PS et le PCF comme étant des partis bourgeois ne demandant qu'à exploiter eux-mêmes les travailleurs. Une motion condamnant les exclusions de militants et les démissions des Unions locales de Paris 8e et 9e ainsi que de l'Union départementale de Bordeaux, sans aucun respect des statuts, a été adoptée à l'unanimité.

En ce qui concerne la préparation du Congrès, les sections syndicales ont reçu de la Fédération 400 pages de documents à étudier, documents tous plus confus les uns que les autres.

Cette masse de textes ne vise en fait qu'à décourager les travailleurs en brisant leur combativité et à permettre au Congrès de faire passer sa ligne de soutien au Programme commun. De nombreus participants ont dénoncé ce fait, disant «que c'était se moquer des sections» et que «c'était du syndicalisme de permanents qui n'ont rien à foutre ».

Face à ces manœuvres de division de la part des dirigeants CFDT, nous devons répondre par une dénonciation systématique des pratiques de collaboration de classe de certains dirigeants syndicaux, par un débat de fond sur la démocratie prolétarienne, pour un syndicat de lutte de classe et de masse.

Des syndiqués marxistes-léninistes de la Santé et des Services sociaux

Samedi à Saint-Denis

Manifestation en soutien aux grévistes des foyers Sonacotra

Environ 1 000 personnes en majorité des travailleurs immigrés, ont manifesté samedi après-midi à St Denis à l'appel des comités des résidents des foyers de St Denis et Pierrefitte.

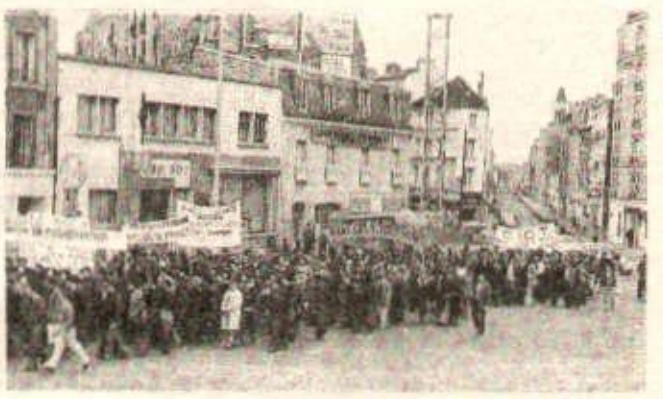
Trois heures durant, la combativité s'est manifestée avec puissance à travers les différents mots d'ordre : «So, so, so, Sonacotra cèdera»; «Français, immigrés, égalité des droits;» «Non, aux saisies-arrêts»; «Retour de nos camarades »; «A bas les foyers-prisons»,etc.

A de nombreuses reprises, les camarades des comités de résidents ou du comité de coordination ont pris la parole, en français et en arabe, pour expliquer à la population le sens de la grève et dénoncer les tribunaux racistes.

Ils ont affirmé que la lutte s'étendait malgré les manœuvres de la Sonacotra et celles des partisans des négociations foyer par foyer. Ainsi, l'exemple des résidents du foyer de Bagnolet qui ont repris la grève après un arrêt de quelques mois suite à une négociation séparée, constitue une preuve de la justesse des positions du comité de coordination.

On notait la présence de la section CFDT de l'Alsthom St-Ouen, ainsi que celle de l'Union locale CFDT de St-Denis, avec leurs banderoles, venues soutenir les grévistes.

La manifestation s'est dispersée au foyer Romain Rolland de St-Denis, tandis que les représentants des comités de résidents recevaient différentes délégations de soutien.



Près d'un millier de manifestants

Les manifestants ont défilé pendant près de trois heures dans St-Denis.

La lutte contre le social-fascisme dans le mouvement syndical portugais

S'étant emparé de postes dirigeants en grand nombre, dans une Confédération syndicale créée de toute pièce par le gouvernement Gonçalves, un an après le renversement du fascisme, les responsables du PCP rêvaient de faire de l'Intersyndicale un instrument docile soumis à leur stratégie.

Stoppés net dans leur tentative d'instauration au Portugal d'un régime de type social-fasciste comme il en existe dans les pays révisionnistes, de surcroit soumis aux intérêts impérialistes de Moscou, les dirigeants du PCP connaissent des difficultés grandissantes pour maintenir leur hégémonie imposée au mouvement syndical.

Bien sûr, au lendemain du 1e Congrès de l'Intersyndicale et de l'élimination politique des révisionnistes du gouvernement, de nombreux syndicats, au sein de l'Intersyndicale comme à l'extérieur, condamnèrent la façon antidémocratique dont s'était tenu le 1e Congrès. Une quarantaine de syndicats non affiliés à l'Intersyndicale (dont les PTT, les employés du commerce de Lisbonne, Porto et Faro, les métallurgistes d'Aveiro, les motoristes de Porto) se réunissent en février 76 pour convoquer un congrès ouvert à tous les syndicats, affiliés ou non à l'Intersyndicale.

Par la suite en juin 76, ces syndicats élaborent une plate-forme autour de 3 principes fondamentaux : indépendance, démocratie et unité syndicales. Ils s'associent plus ou moins à la préparation de l'Intersyndicale sous le nom de «lettre ouverte» (d'après une lettre envoyée à l'Intersyndicale dans ce but). Au sein même de l'Intersyndicale (qui regroupait 185 syndicats sur un total de 345) des syndicats combattaient explicitement l'orientation du PCP et proposaient la tenue du 2e Congrès sur des bases anticapitalistes et antirévisionnistes.

Tel est le cas de la motion présentée par le syndicat des Industries de l'orfèvrerie et de l'horlogerie du Sud et qui propose de garantir entre autres :

— 1) Le défense de la liberté de l'indépendance et de l'intégrité nationale.

— 2) La défense des revendications économiques et sociales des travailleurs.

— 3) L'établissement de la démocratie et de l'unité au sein du mouvement syndical.

— 4) L'indépendance du mouvement syndical par rapport au patronat et à l'État bourgeois.

— 5) La participation active des travailleurs à la vie syndicale.

— 6) La fin des structures corporatives héritées du fascisme, et le renforcement de l'organisation des syndicats portugais.

— 7) La lutte pour les revendications immédiates des travailleurs, contre la misère et le chômage...

— 8) La lutte contre la législation du travail héritée du fascisme et contre les décrets anti-ouvriers promulgués depuis le 25 avril (loi antigrève, loi des licenciements, loi des contrats à délai limité, loi du contrat collectif, etc.), ainsi que les institutions de travail qui ne servent pas les travailleurs (commissions de conciliation et de jugement, tribunaux du travail, etc.)

— 9) La lutte contre la stratégie des multinationales dans le pays en dénonçant leurs crimes, et une politique syndicale qui mette fin aux attentats des multinationales contre le peuple travailleur et contre notre indépendance nationale.

la France des luttes

Brou (Eure-et-Loir)

Grève illimitée à Beldam-Latty

Brou est une petite ville de 3500 habitants dans le Perche.

Beldam-Latty est une usine de la chimie qui emploie 200 ouvriers, où le personnel est férocement exploité : le niveau des salaires des 120 SO, en majorité des femmes, est très bas : 1 400 F net et même une employée gagne 1 340 F net, moins que le SMIC.

Les 60 employés des bureaux ne sont pas mieux lotis : 1 800 F de moyenne, mais il faut dire que jusqu'à ce jour les salaires et les augmentations sont à la tête du client. Cette situation contraste particulièrement avec celle des directeurs qui sont non seulement très bien payés, mais détournent des fonds pour leur usage personnel et utilisent même des ouvriers pour leur propre compte.

En 1975, ces «messieurs» se sont partagés un gâteau de 35 millions d'AF à 6, au titre de «l'intéressement aux cadres supérieurs».

Cette situation intolérable aggravée par la hausse des prix, a amené tous les ouvriers de l'entreprise à se mettre en grève illimitée le mardi 1 er février pour une augmentation de 250 F pour le personnel mensuel et 1,50 F de l'heure pour le personnel horaire.

Actuellement, plusieurs assemblées générales ont eu lieu réunissant les 120 ouvriers en grève (les cadres et agents de maîtrise se sont rangés du côté des patrons).

Ils ont élu un Comité de grève, réunissant des syndiqués (CFDT) et des non-syndiqués, qui dirige la lutte et réfère de ses décisions à l'assemblée générale.

Plusieurs tracts ont été distribués sur la ville et aux portes des usines. Ainsi, les ouvriers de Beldam-Latty montrent la voie aux travailleurs de cette région : lutte résolue et unie au coude à coude avec tous les ouvriers pour faire face aux mesures patronales et gouvernementales.

Ils sont aussi particulièrement vigilants vis-à-vis des manœuvres de ceux qui voudraient bien utiliser leur lutte au profit des prochaines municipales. Un soutien commence à s'ébaucher et ils doivent également faire connaître leurs revendications aux petits paysans du coin, particulièrement pauvres, sur le marché du village. La solidarité financière doit aussi s'organiser pour que la lutte puisse se prolonger.

Correspondant HR

Aix-en-Provence

A la Sesco, c'est parti contre tout licenciement

Vendredi 4, à 13 h 30, les travailleurs et travailleuses de la Sesco apprenaient par la direction que 147 d'entre eux, 13 OP, 44 employés, 49 agents techniques, 18 agents de maitrise et 23 ingénieurs et cadres, allaient être licenciés.

La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre. A 14 h l'Intersyndicale se réunit et décide d'appeler à une assemblée générale dans l'après-midi. Au cours de celle-ci, un mécano propose la désignation de délégués d'ateliers pour conduire la grève. La CFDT propose la création d'un comité de grève, idée reprise massivement. Le comité se compose d'une quarantaine de travailleurs et fait des propositions de lutte à l'Intersyndicale. Des commissions ont été chargées de contacter les autres usines de la région et d'informer la presse du déroulement de la lutte.

Le comité de grève s'est prononcé contre le catalogue revendicatif de la CGT qui tentait de noyer le poisson et a retenu comme mot d'ordre central :

«Non aux licenciements, maintien du travail à Aix» (refus des mutations).

Une grève doit avoir lieu mardi pour permettre que se tienne une assemblée générale de tout le personnel. Une manifestation dont les modalités restent à définir est prévue pour mercredi.

A suivre ...

Correspondant HR avec des travailleurs de la Sesco.

Le canal à grand gabarit Rhin-Rhône

AU SERVICE DE QUI ?

Historique : Depuis la réalisation de la première écluse à Donzère-Mondragon en 1952, la liaison Rhin-Rhône n'a cessé d'être à l'ordre du jour.

L'ouverture du Rhône à la navigation à grand gabarit entre Lyon et la mer Méditerranée, sur une voie d'eau de plus de 500 km, accessible aux convois poussés de plus de 3 000 t est prévue pour 1978. Cependant, pour parler véritablement de liaison Rhin-Rhône, il reste à aménager la liaison RhinSaône (voir schéma 1).

Le projet de liaison Rhin-Saône a mobilisé les pouvoirs publics ces dernières années. C'est à Dijon en 1975 que Giscard d'Estaing prend l'engagement que le grand canal sera mené à son terme; le Préfet du Jura l'a fait comprendre clairement : «Le caractère *prioritaire* de la réalisation de ce canal a été confirmé par l'individualisation de ce projet dans le cadre du VII e plan, celui qui porte le No 6 s'intitule «assurer la liaison fluviale Mer du Nord-Méditerranée» (1). Le projet technique a été élaboré sous l'égide de la direction des Ports maritimes et des voies navigables du ministère de l'Équipement qui en a confié l'exécution à la Compagnie nationale du Rhône» (CNR).

LES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES

La nouvelle voie navigable aura 229 km de long et reliera le grand canal d'Alsace à la Saône en passant par la vallée de l'Ill, la porte de Bourgogne et la vallée du Doubs. Étant donné que les rivières prévues pour l'alimentation en eau du canal ont des basses eaux pendant 6 mois de l'année, que le Doubs a un faible niveau d'étiage (2), il faudra travailler en écluses et biefs de retenues (voir schéma 2), c'est-à-dire stocker à l'aide de retenues l'eau libérée à chaque éclusée. D'autre part, le débit du Doubs étant insuffisant pour l'alimentation du canal, de l'eau sera pompée dans le Rhin (précision obtenue les 3-4 mars 1975 de l'Équipement et de la CNR, ce qui avait été soigneusement caché) (3).

Ainsi, l'eau *du Rhin — avec le mercure qu'elle contient — passera dans le Doubs.* Tout cela créera une perturbation importante du niveau du Doubs dont la vallée deviendra une succession de bras morts à niveau variable : les conséquences seront désastreuses : destruction du Doubs en tant que rivière, difficultés d'approvisionnement en eau pour les population et l'agriculture à partir du moment où le canal est prioritaire...

Le projet comporte 24 écluses dont 7 permettant de s'élever de 106 m depuis le Rhin jusqu'au bief de partage, et 17 parmettant de descendre le versant franc-com tois jusqu'à la Saône en une dénivellation de 157 m. Les convois prévus auraient une longueur de 183 m. Ils seraient constitués d'un pousseur d'une longueur de 30 m et de 2 péniches en «flèche», c'est-à-dire bout à bout de 76,5m capables de transporter 4 400 t de port en lourd(4).

Le canal présenterait une profondeur de 4,50 m et une largeur au plan d'eau de 55 m sauf dans les courbes où il sera plus large; il faut donc compter sur une emprise au sol *d'environ 100 m de large, ce qui exige l'expropriation de 4 700 ha de terrains agricoles...*

Plus de 130 communes seront touchées dans les départements du Doubs, Jura, Territoire de Belfort, Haut-Rhin et Côte d'Or.

LES TRAVAUX NÉCESSAIRES

La construction nécessite l'installation de 7 stations de pompage, de 15 barrages (ce qui signifie 2,6 millions de m3 de béton et 75,5 millions de m3 de déblais (où les mettra-t-on ?) et la réfection de 86 ponts *dont* 75 routiers et 11 ferroviaires. Le projet prévoie une nouvelle canalisation du Doubs entre Voujeaucourt et Dole sur 140 km, le reste du parcours sera franchi grâce à un canal artificiel.

Le coût du projet.: le montant s'élève constamment, il se chiffre en 1976 à près de 7 milliards.

(1) Le «Progrès» de Lyon du 20/11/76

(2) C'est-à-dire le faible niveau moyen des basses eaux du Doubs.

(3) Voir dossier liaison Rhin-Saône établi par l'APEDI. (Association pour la protection de l'eau et des ressoiuces naturelles du bassin inférieur du Doubs).

(4) A l'heure actuelle, les convois maxima sont d'environ 1 300 t.

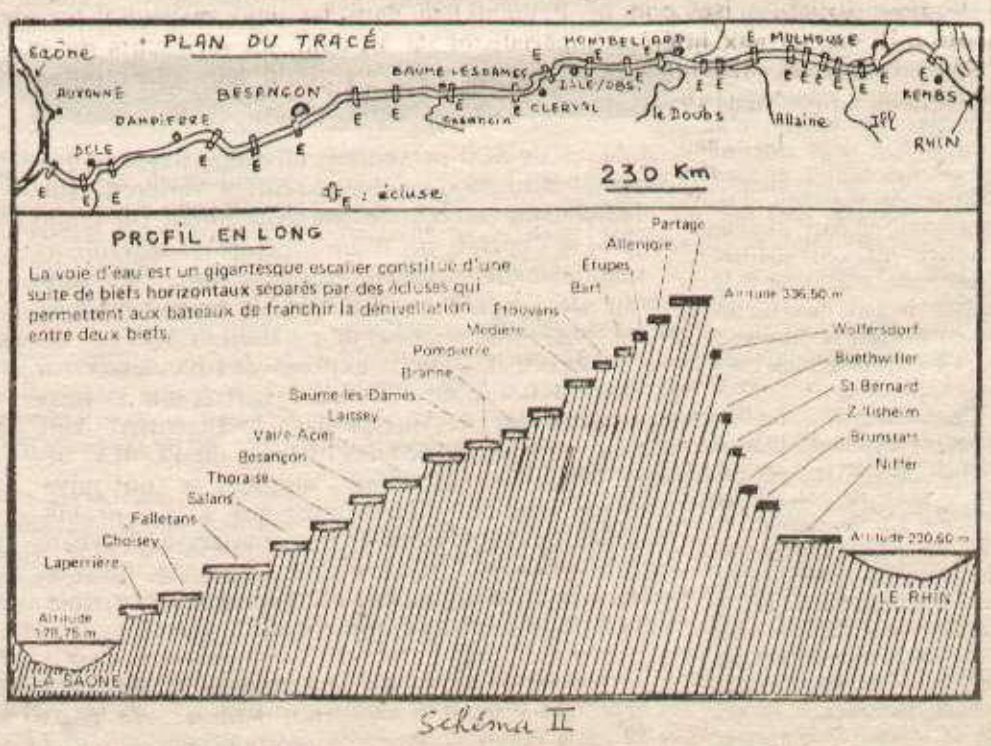


Schéma II

Dans le cadre de notre campagne nationale «Ni Plan Barre, ni Programme commun»

Succès des meetings de Lille et de Rennes

Lille

Samedi 5 février 300 personnes environ se sont pressées dans la salle du beffroi de Lille pour assister au meeting «Ni plan Barre, ni Programme commun. Vive la révolution prolétarienne !» La composition de l'assistance reflétait les progrès de l'implantation des marxistes-léninistes dans la classe ouvrière du Nord aux traditions de lutte anciennes et glorieuses. Il y avait là de nombreux ouvriers français mais aussi des travailleurs immigrés de nationalités diverses (portugais, marocains, tunisiens, espagnols) : c'était une partie représentative de la classe ouvrière de la région. De nombreux lycéens et jeunes travailleurs assistaient au meeting également. Ils ont attentivement lu les nombreux panneaux consacrés aux luttes de la région, à l'activité des marxistes-léninistes , à leur position sur la situation internationale. Les stands de l'Humanité rouge, de E 100, de la JCMLF ont été également très entourés.

Le meeting s'est ouvert sur une partie culturelle fort riche. Avec chaleur et conviction elle a retracé la lutte résolue que mènent la classe ouvrière et la jeunesse travailleuse contre l'exploitation capitaliste !

Un message du Comité de Parti Jeanne-Labourbe du Parti communiste marxiste-léniniste de France a ensuite expliqué les axes de la lutte contre le plan Barre et le programme commun : «Classe contre classe : à la bourgeoisie de payer sa crise !» «Ni bourgeoisie de «droite» ni bourgeoisie de «gauche» ! «Union, action, n'attendons rien des élections !»

Il a montré comment les patrons de gauche réalisent eux aussi de confortables profits sur le dos des travailleurs «A Lille, le patron du CHR, Mugrafi s'est généreusement «servi» en détournant des fonds » pour usage personnel», et le président du Conseil d'administration du récent Conseil régional Nord-pas-de-Calais, n' est autre que Mauroy, les révisionnistes du P«C»F et les réformistes du PS ont voté comme un seul homme le nouveau budget : la charge fiscale par habitant passera de 18 F à 26 F. Belle «gestion de gauche» !

Aussi disons-nous : Ségard-Maurois : blanc bonnet et bonnet blanc !

Aux élections municipales : abstention révolutionnaire!

Ni bourgeoisie de «droite», ni bourgeoisie «de gauche» !

Ni plan Barre ni programme commun. Une seule solution : la révolution prolétarienne !»

Un message de la JCMLF portant notamment sur le chômage des jeunes, la nécessité de s'organiser pour la lutte à été chaleureusement applaudi.

Lors d'une brève intervention, la lutte de classe à mener en France était replacée dans le cadre de la situation mondiale montrant la justesse de l'analyse des «Trois Mondes».

Un message de l'UGET (Union générale des Etudiants tunisiens) lu à la tribune appelait peu après à soutenir la lutte des travailleurs tunisiens contre la répression dont ils sont victimes de la part de Bourguiba et de l'impérialisme français.

Enthousiasme des membres de la JCMLF

Interventions de travailleurs

Plusieurs travailleurs sont intervenus à la tribune pour expliquer les luttes qu'ils mènent dans leurs entreprises en montrant concrètement le rôle précieux et indispensable du parti pour les impulser. Ils ont souligné la nécessité d'implanter davantage le parti dans les usines en menant la lutte contre la bourgeoisie mais aussi le révisionnisme.

Un camarade a raconté comment la cellule «J.Maes» avait dû se battre pour garder le nom de cet ouvrier assassiné par le capital. En effet, les révisionnistes sont allés jusqu'à faire des manœuvres d'intimidation et de chantage vis-à-vis de la mère et de la femme de cet ouvrier. Ils auraient voulu qu'elles persuadent la cellule de refuser de le porter ! Aucun procédé ne fait honte aux révisionnistes, tous les moyens leur sont bons !

Un ouvrier portugais de la Lainière de Roubaix a expliqué comment le journal «le fil rouge» passait d'atelier en atelier avec la chaîne. D'autres travailleurs sont intervenus ensuite, notamment de Lemaire et Dillier, de Defrenne.

Leurs interventions écoutées fort attentivement ont suscité à plusieurs reprises des questions de la salle et un débat. Un ouvrier s'est levé et a dit : «C'est la première fois que je viens dans un meeting comme ça, vous êtes le parti de l'ouvrier».

Un autre a expliqué qu'il aurait voté pour la «gauche» mais qu'il avait compris que, comme la «droite», c'était la bourgeoisie. Lors d'un appel à la souscription deux ouvriers d'une trentaine d'année se sont regardés. L'un a dit à son camarade :«Combien tu mets toi ?» «50 F a répondu l'autre d'un air décidé». «Ça fait beaucoup...» «Allez , conclut le premier, je t'aiderai à la fin du mois».

Enfin, l'intervention centrale a expliqué la position des marxistes- léninistes face aux municipales dans le cadre de leur mot d'ordre «Ni plan Barre, ni programme commun» et appelle à l'abstention.

La chorale Degeyter a chanté une nouvelle fois le chant «Le Parti» qui avait eu un gros succès et dont le refrain a été repris par tous . L'assistance a quitté la salle enthousiaste après avoir chanté l'Internationale avec conviction debout et le poing levé.

Appel à soutenir le journal.

Rennes

Près de 500 personnes, ouvriers, paysans, employés, étudiants, se sont rendus vendredi soir à la salle de la cité. Ce fut assurément un grand succès. A l'entrée, un tract appelait les travailleurs à manifester leur hostilité au plan Barre lors de la venue de Giscard en Bretagne. Il reproduisait un appel du Comité régional de parti du PCMLF

Dès 20 h, étaient exposés des panneaux sur la lutte actuelle de Renelec à Liffré, sur la lutte des cheminots, les luttes dans le logement. Une grande affiche rappelait l'histoire du PCMLF depuis 1963. Des discussions animées se sont engagées sur tous ces thèmes ainsi que sur les problèmes des petits paysans et des ouvriers de Citroën. Une brochure «Citroën, bagne capitaliste de la révolte à la lutte organisée» était vendue avec succès. Vers 21 h le meeting commençait.

Un camarade à la tribune a tout d'abord lu un texte de la cellule G. Monmousseau du PCMLF de Citroën Rennes... un bagne encore pire que les autres. Avec la CFT, syndicat fasciste maison, la répression et la surveillance s'exercent dans l'usine comme à l'extérieur.

Les ouvriers doivent employer des formes d'organisation syndicale suffisamment «clandestines» pour résister à la répression et progresser vers l'objectif d'un véritable syndicat de classe et de masse. Car face aux cadences, au manque de sécurité, aux bas salaires et aux licenciements, la colère des ouvriers monte à Citroën. La lutte organisée de ces 12 000 ouvriers doit prendre toute sa place dans la lutte de la classe ouvrière.

Un camarade paysan est ensuite intervenu

Il a insisté sur l'exploitation capitaliste dont sont aussi victimes les petits paysans.

Leurs revenus baissent du fait de l'augmentation des prix du matériel et des engrais alors que les prix à la production, eux, diminuent.

L'exploitation des ouvriers agricoles, la ruine des petits paysans, le chômage des jeunes, qui ne trouvent pas à s'employer , empirent.

Les trusts-agro-alimentaires et les coopératives (rouages de l'économie capitaliste) ont encore aggravé cette situation à l'occasion de la sécheresse en accélérant la restructuration au profit des gros paysans.»

«Il n'est pas question, a dit le camarade, de faire l'unité avec des «Doumeng» comme le voudrait le PC et le PS.

Par contre il faut unir les paysans pour qu'ils se lancent dans le combat aux côtés de la classe ouvrière, car si la bourgeoisie est décidée à les supprimer, eux, ne se laisseront pas étrangler en disant merci.

Pour cela, il faut unir les petits paysans sur des perspectives claires et sur des revendications immédiates comme en propose la Conférence paysanne du PCMLF... Et la petite paysannerie s'engagera résolument aux côtés de la classe ouvrière sur la voie de la révolution».

Puis c'est un ami chômeur qui a pris la parole

Il a raconté la situation difficile faite aux chômeurs: coupures d'électricité, saisies, hantise de l'huissier, misère.

Il a montré que ce chômage qui augmente de façon vertigineuse, c'est la bourgeoisie qui en est responsable. Face à cette situation, une seule réponse : la lutte qui commence dès l'entreprise avec le mot d'ordre: «Pas un seul licenciement, du travail pour tous !».

Il faut ensuite se battre pour réaliser l'unité des chômeurs et des travailleurs actifs contre la bourgeoisie.

Après avoir dénoncé la politique municipale suivie pendant 24 ans à Rennes par un membre de la majorité Fréville , notamment en ce qui concerne ses 3 000 employés et les opérations «d'urbanisme», l'intervention centrale s'est attachée à lever des illusions sur la gestion «sociale» de «gauche».

Pour cela elle a montré comment ça se passait dans les municipalités de «gauche» comme à Vitry, où notamment une aide maternelle a été licenciée par la mairie en septembre dernier. Elle a dénoncé la position du PC et du PS par rapport aux luttes, notamment la dernière grève des aides maternelles à Rennes où la gauche n'a apporté aucun soutien concret.

Le camarade a enfin expliqué qu'il fallait dire «non aux illusions»«oui à la lutte» intensifier la lutte pour des revendications immédiates sur la base de la plate forme présentée par la Conférence nationale ouvrière du PCMLF, et aussi bien sûr la lutte politique dirigée par le parti marxiste-léniniste qui pourra seul conduire les masses à la victoire.

culturel

Au meeting de l'Humanité Rouge à Lille

La culture révolutionnaire arme de combat aux mains de la classe ouvrière

La camarade qui a présenté le meeting a souligné l'importance de la culture dans le combat de classe. Elle a insisté sur le fait que développer une culture prolétarienne était non seulement nécessaire mais possible dès aujourd'hui.

Le meeting comportait une riche partie culturelle chaleureusement accueillie par l'assistance. Dans un grand castelet, théâtre de marionnettes, à décors changeants était présenté un spectacle de marionnettes mettant en scène la nouvelle de Dominique Pagelle *«Un début à tout»*. Vivacité et humour des dialogues et chansons, réalisme des costumes et visages des marionnettes, ce spectacle permettait aux authentiques communistes de renouer avec une tradition populaire régionale.

Dans un style dynamique la JCMLF présentait un sketch sur le chômage des jeunes qui, révoltés par l'exploitation capitaliste «de droite» comme «de gauche», s'organisent pour combattre.

Un montage diapos *«En avant vers les 25 millions pour L'Humanité rouge»*, expliquait l'histoire de la presse marxiste-léniniste en France, la fabrication du journal et la différence entre le quotidien communiste l'Humanité rouge et la presse révisionniste.

La chorale Pierre Degeyter, vivement appréciée et applaudie par l'assistance, interpréta plusieurs chants révolutionnaires dont trois nouveaux : «Le Parti», «Les Pontes», «La Riposte». Exprimant avec chaleur et conviction les souffrances les combats et les espoirs de la classe ouvrière, la chorale communiqua son enthousiasme à la salle, démontrant une nouvelle fois la puissance idéologique de cette arme de propagande.

Les marionnettes confectionnées par les camarades de Lille

Le rock russe aux USA

Le groupe de rock Pesnyary tient la tête des palmarès en URSS, avec des titres comme «oh, c'est trop tôt pour Yvan», et «Bonsoir, petite caille» (tout un programme.). Ce groupe gagne environ l'équivalent de 150 000 F par semaine, alors que les ouvriers d'URSS connaissent l'exploitation, le chômage, l'indigence.

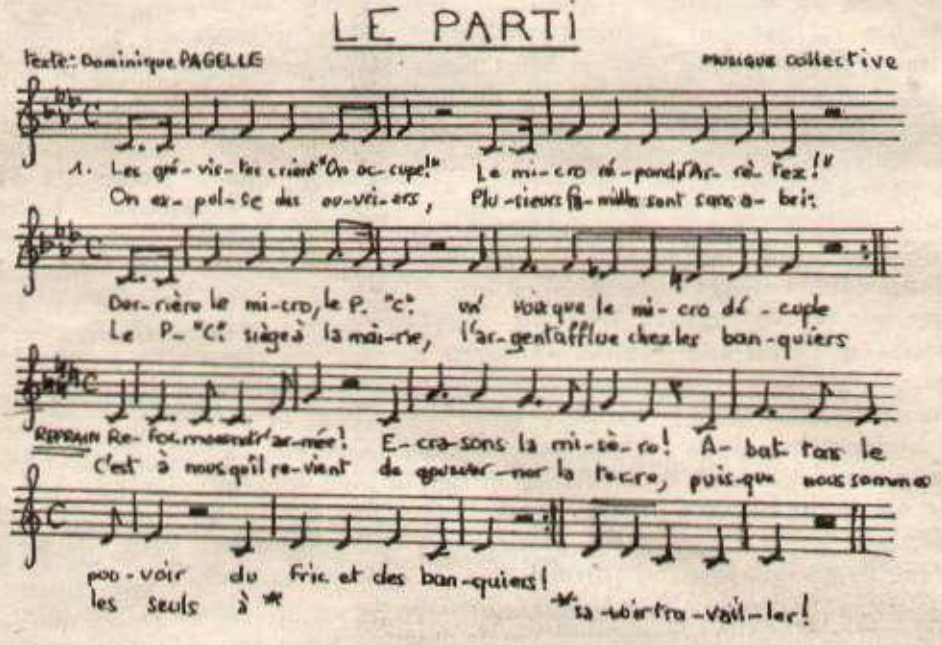
Après une tournée en Tchécoslovaquie, RDA, et Pologne, les nouveaux tsars ont envoyé ces vedettes de l'art révisionniste décadent se produire aux USA.

Cela montre que dans la course à la dégénérescence culturelle, les révisionnistes soviétiques sont en train d'égaler leurs modèles yankees.

Pour soumettre les peuples, les deux superpuissances rivalisent mais pour les abrutir, elles emploient les mêmes moyens.

Un lecteur

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

CHANSON RÉALISÉE ET CHANTÉE PAR LES CAMARADES DU NORD

2 – Les combats des années passées
Ne sont-ils plus qu'une légende,
Quand chaque grève faisait entendre
La voix puissante du PC,
Un'voix sans micro ni cravate,
Sans le cachet de la mairie,
Un'voix qui courait les maquis
Pour organiser et se battre ?

3 – Tout le travail est à reprendre
Où le chemin s'est arrêté ;
La force est là, le peuple est prêt,
Il se soulève, il se rassemble.
On occupe malgré les micros
Et malgré les papiers timbrés ;
On combat malgré le PC.
Et contre lui, puisqu'il le faut.

4 – Et la voix têtue reparaît,
Mêlée au fracas des machines ;
Campagnes, bureaux et usines,
Elle a un peuple à qui parler !
Un tract souillé dans la graisse,
On le replie sur l'établi :
L'équipe suivante l'aura aussi,
Il est du PCMLF !

5 – Manifestez pour les salaires
Et contre les licenciements !
Luttez encore, serrez les rangs !
Formez l'armée des prolétaires !
Les poings se ferment au bout des bras.
Sur les murs, on lit leur programme :
Peint en rouge, tranchant comm' une lame :
«Dictature du prolétariat !»

6 – La guerre des classes est sans pitié,
Le capital est prêt à tout ;
Contre ses flics, ses mauvais coups,
Il faut marcher comm'une armée !
Nous ferons la révolution !
Les travailleurs seront l'État !
Le parti rassemble leurs bras
Pour écraser l'exploitation !

«Pour faire de la peinture révolutionnaire il faut être soi-même un révolutionnaire»

Les peintres paysans du Hou Sien

diffusé jeudi soir à la télévision

Li Feng La, peintre paysan explique la mission de l'art au service de la classe ouvrière.

L'art doit sublimer le réel, le tirer vers le haut. Chaque tableau reflète un contenu politique précis. Ainsi : le secrétaire du Parti est représenté en train d'étudier. Mais à côté de lui, on trouve une chaîne et une pierre : l'étude de la théorie marxiste-léniniste ne doit pas être séparée de la pratique et du travail manuel.

Le peintre Fromanger, peintre français qui est à l'origine du film, raconte aussi une séance de pose pour dessiner des portraits. Il explique l'importance que les peintres-paysans chinois attachent à l'exercice technique. Il a d'ailleurs rencontré la femme peintre-paysan qui s'était rendue au Vietnam du Nord initier les paysans vietnamiens au dessin.

Voilà un exemple d'internationalisme prolétarien appliqué à la culture.

«L'artiste ne peut donner un sens à son travail s'il n'est lié aux masses»

Voilà la clé du problème : qui doivent servir la littérature et l'art ?

La classe ouvrière et les paysans. C'est pour cela que les camarades chinois accordent beaucoup d'importance aux peintres-paysans.

Ensuite à partir de peintures un paysan de la Sarthe qui revient de Chine, compare les possibilités immenses qui s'offrent aux paysans pauvres pour organiser collectivement leur travail sous le socialisme.

Devant une image d'irrigation collective, il compare ce qu'il peut faire, lui tout seul en France pour acheter les tuyaux et le matériel.

A partir des images ou des peintures on aborde les groupes de triple union : ouvriers-paysans-techniciens. les groupes de triple union d'âge.

Des chevaux galopent en tirant un attelage : ce qui est peu réaliste. Pourtant cela ne donne que plus de force à la course vers le socialisme. Sur le fonds les arbres sont plus verts que nature, à chaque charette est fixé un drapeau rouge qui claque au vent : c'est du romantisme révolutionnaire. Le paysan de la Sarthe explique que les personnages représentés sont toujours souriants et réjouis.

Une camarade peintre-paysan explique : «c'est normal, nous construisons le socialisme, nous nous sommes libérés».

L'art est une arme au service de la lutte politique. Au cours de la révolution culturelle 19 000 œuvres (peintures etc. ont été réalisées) au cours de la lutte contre Lin Piao et Confucius qui battait son plein au moment du film sur les peintres-paysans déjà 9 600 peintures avaient été réalisés. Ce film sur les peintres-paysans de Hou-Sien a permis d'expliquer de façon vivante aux larges masses l'art au service de la classe ouvrière et des paysans en Chine.

l'Humanité Rouge

LA CRISE VITICOLE EN LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE LA VIGNE

QUAND L'ETAT MONOPOLISTE PARLE DE LA CRISE VITICOLE (6)

Tout le monde dans notre pays, tous les partis politiques parlent de la crise viticole, mais lorsqu'on va au fond des choses, il apparait clairement que, derrière le même vocabulaire, bien des intérêts de classe différents sont mis à jour et s'affrontent.

«Les vins de table du Midi sont mauvais», voilà résumé en quelques mots l'incroyable justification de la politique viti-vinicole de l'État monopoliste ces dernières années. Et de là, une suite d'absurdités lancées par les ministres, les hauts fonctionnaires et la presse dite «spécialisée»: les viticulteurs du Midi sont responsables de la soi-disant surproduction, leurs structures sont inadaptées, voire *«désuètes»* ou *«archaïques»*. Et la toute dernière déclaration envoyée comme une provocation à la figure des travailleurs de la vigne du Languedoc-Roussillon : *«Vous produisez de la bibine, vous n'avez le droit que de crever»*.

Toute cette argumentation est aussi fausse qu'avancée pour des buts inavoués publiquement ; buts qui visent à garantir aux trusts contrôlant le marché du vin de substantiels profits.

Les viticulteurs du Languedoc-Roussillon n'ont jamais eu de peine à démontrer que les vins de table de consommation courante qu'ils produisent sont des vins commercialisables en l'état, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas besoin d'être travaillés ou «montés» à force de mélange, d'additifs plus ou moins douteux ou à l'aide d'autres vins de fort degré. Mais la vérité, c'est qu'un vin naturel n'intéresse pas le négociant parce que ce vin ne nécessite pas de travail important entre la mise en chais et l'embouteillage. Et donc que la plus-value tirée de l'exploitation des ouvriers des usines à vin est bien moins importante par hectolitre de vin vendu sur le marché.

Ce que veut le négociant, c'est une matière première à bas prix, qui soit à la base de tout un stade de fabrication pour obtenir un produit fini, qui n'a plus rien à voir avec le produit de départ.

Pour les autres productions agricoles en général, comme les céréales ou le lait, il y a une quantité de possibilités «normales» de transformation du produit : fabriques de biscuits, produits laitiers transformés, etc. Pour le vin, cela en théorie, n'est pas possible : on ne transforme pas le vin, sinon en alcool ou vinaigre.

Mais ces considérations théoriques ne sauraient arrêter les magnats de la finance à la quête de profits nouveaux. Le gros négoce transformateur a donc besoin pour ses opérations d'un vin nécessitant coupages, mélanges et autres combinaisons. L'opération consiste donc à faire de *faux «vins naturels»* (dont la nocivité n'est plus à démontrer), par ce procédé de mélange, qui reviennent évidemment moins cher, et qui sont vendus au cours du marché des vrais vins naturels. On voit donc tout le profit que peuvent en retirer les trusts financiers contrôlant le grand négoce.

Pour faire ces mélanges, la solution est simple : trouver sur le marché national ou international des vins de faible degré et des vins de haut degré, mais à bas prix. Bien sûr, divers règlements nationaux ou communautaires en principe devraient empêcher ces marchés spéculatifs et ces trafics. Mais la loi du profit est la seule véritable loi que connaissent les banquiers capitalistes. Quand une loi ou un décret, pourtant faits par les fonctionnaires à leur service, les gênent, ils passent au-dessus. Quoi de plus simple, lorsque leur machine d'État leur facilite tout le travail sans le moindre risque.

Il est facile de comprendre pour qui travaillent les ministres d'État et les services de propagande de la presse, de la radio-télévision, lorsqu'à longueur de déclaration «solennelle» et de longs commentaires, on vient affirmer que les vins du Midi sont *«mauvais»*, que c'est *«de l'affreuse bibine»*.

L'autre argument de l'État et de la bourgeoisie monopoliste, d'ailleurs contradictoire avec le premier, c'est celui de la soi-disant surproduction nationale.

En réalité, c'est exactement le contraire : depuis 1973, la production nationale décroit pour atteindre un volume inférieur à la consommation, alors que les stocks ne cessent de gonfler démesurément.

Ces dernières années, le volume global des utilisations s'est situé pour notre pays entre 70 et 75 millions d'hectolitres. La production s'est établie comme suit :

1973 : 82 425 000 hl
1974 : 75 482 000 hl
1975 : 65 200 000 hl

Sur cette production, la région Languedoc-Roussillon produit en moyenne aux environs de 30 millions d'hectos. Les stoks au 31 août atteignant :

1973 : 100 048 453 hl
1074 : 103 626 413 hl
1975 : 92 300 000 hl

ils auraient été de 107 000 000 d'hectolitres sans une distillation de 14,5 millions d'hecto dans l'année.

Alors que pour les deux premiers mois de la campagne 1974-1975, il était sorti des chais méridionaux 29 506 311 hl, il n'en est sorti en 1975-1976 que 21 995 290 hl, soit une diminution en un an de 25 %. Ainsi malgré la baisse de la récolte 1975 dans le midi, le stock pour les 4 départements viticoles au 31 août 1976 était de 15 400 000 hl, soit une augmentation de 15 % par rapport au stock du 31 août 1974 – connu pour être un stock «record».

Comment expliquer ces stocks ? La réponse est simple : le gros négoce achète à l'extérieur la matière première dont il a besoin pour fabriquer dans *«ses usines à vins»*, de faux *«vins naturels»*. On compte ainsi comme volume d'importation :

1973-1974 : 5 700 000 hl
1974-1975 : 6 505 160 hl (plus 14 %)
1975-1976 : 6 958 761 hl (plus de 22 %)

La surproduction est donc entièrement *artificielle*, créée pour assurer de substantiels profits aux gros négociants et aux banques qui les contrôlent, et qui ont nom : SVF, Margnat, Crémieux, Ramel, Doumeng, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque d'Indochine, Cie financière de Suez, Banque pour l'Europe du Nord, etc.

Bien sûr, l'État et les gros négociants s'abritent derrière les règlements viti-vinicoles communautaires pour fermer les yeux, et soutenir tout ce trafic. Cela n'a rien d'étonnant et rien de bien nouveau.

Le dernier argument de toute cette propagande mensongère est d'affirmer que les *«structures sont archaïques, inadaptées»*, pour produire du vin de qualité.

Derrière ces propos se cachent les plans de liquidation de la petite viticulture méridionale, que le plan Bentegeac du gouvernement vient de confirmer.

Avoir des *«structures adaptées et modernes»* signifie l'aggrandissement des surfaces des exploitations et donc la disparition de la majorité des viticulteurs à temps partiel et des petits viticulteurs. L'intérêt de cette politique est simple, baisser encore la valeur marchande de la «matière première» par rapport aux prix industriels.

Le plan Bentegeac, approuvé dans son fond lors d'un Conseil des ministres, tenu au mois de janvier 77, et dont les modalités d'application ont été planifiées sur plusieurs années, correspond à cette «vue» de l'État monopoliste de la crise viticole.

Ce plan prévoit d'ici quelques années l'arrachage de 400 millions de pieds de vigne dans la région Languedoc-Roussillon, soit une liquidation de 100 000 ha de vigne sur 450 000 au total. Cela signifie la réduction de *«30% environ de la production méridionale de vins de table consommable en l'état»*(*), soit 6 millions d'hectolitres.

Bien sûr, l'État pour éviter un soulèvement général des viticulteurs du Midi a seulement rendu public les mesures immédiates : arrachage de 2 000 ha de vigne par an, interdiction des plantations pendant 2 ans ; cela sans *«contrainte»*.

La reconversion du vignoble, en maïs ou en soja, n'est possible que sur des surfaces importantes. Cela allant d'ailleurs tout à fait dans le sens du plan de l'État, puisque beaucoup de petits viticulteurs n'auraient pas les moyens financiers de cette reconversion ; que les grandes exploitations viticoles emploieraient moins d'ouvriers agricoles – du fait d'une plus grande mécanisation possible – et donc licencieraient de nombreux ouvriers agricoles permanents à temps plein et à temps réduit (viticulteurs à temps partiel).

La baisse de 6 millions d'hl de *vins consommables en l'état* de la production méridionale, va tout à fait dans le sens voulu par les monopoles contrôlant le marché des vins. On ne peut s'empêcher de comparer ce chiffre aux 8 millions d'hl de vins importés cette année ; vins en majorité non consommables en l'état, et nécessitant mélange et travail dans les usines à vins.

(*)Déclaration de Bentegeac à la revue social-démocrate du Languedoc-Roussillon «Sud», en janvier 77.

(A suivre)

Directrice de publication : Suzanne Marty — Distribution : NMPP — IMP : La Nouvelle — Dépôt légal : 1or trimestre 1977